

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déclaré en Chambre le 20 décembre lors de la présentation du budget, j'ai soumis le cas à la Commission du tarif, dans une lettre en date du 3 janvier adressée au président de la Commission. La Commission, fidèle à sa ligne de conduite ordinaire, a donné avis des audiences le 11 janvier. Ces avis ont été envoyés à toutes les personnes qui, autant que la Commission le sache, s'intéressent à la question. S'il y a d'autres personnes ou associations que la chose pourrait intéresser, la Commission aimerait qu'on le lui dise car, lorsqu'il s'agit de telles questions, la Commission tient à ce que l'avis de la référence soit porté à l'attention de tous ceux que les audiences peuvent intéresser.

J'ai ici une copie de l'avis signé par le secrétaire de la Commission en date du 11 janvier. L'avis cite la lettre que j'ai écrite au président confiant la référence à la Commission et déclare:

Dans un avis ultérieur, la Commission annoncera les dates et endroits où se tiendront les audiences publiques afin d'entendre les instances des parties intéressées, de même que les dates auxquelles doivent être présentés les propositions et les mémoires.

Aucun mémoire ne devrait être transmis à la Commission avant que les dates des audiences publiques soient annoncées et que des directives soient données sur la façon de transmettre les propositions et les mémoires.

Entre-temps, tous ceux qui aimeraient recevoir d'autres avis concernant la référence n° 131...

Il s'agit de la référence en question. Je continue.

...mais dont les noms ne figurent pas encore sur la liste de distribution de la Commission, devraient communiquer avec le soussigné.

J'espère que toutes les personnes et associations intéressées s'en tiendront aux directives.

Je ne saurais donner de renseignements précis sur la date des audiences publiques. La Commission a déjà beaucoup de travail à faire, mais si le Parlement veut adopter la mesure au sujet de laquelle un avis de motion figure au *Feuilleton*,—mesure tendant à modifier la loi sur la Commission du tarif en vue d'en accroître le nombre des membres et afin de permettre à deux équipes de siéger simultanément, au lieu d'une,—il facilitera énormément les choses à la Commission qui pourra commencer plus tôt les audiences concernant la référence n° 131.

LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CANADA ET ÉTATS-UNIS—INTERPELLATION AU SUJET D'UN ÉCHANGE ÉVENTUEL D'AVIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Lui a-t-on

[M. Rapp.]

signalé une nouvelle parue dans les journaux selon laquelle le gouvernement canadien projette de donner suite à une proposition aux termes de laquelle les États-Unis achèteraient 32 avions de transport CL-44 de *Canadair Limited*, en échange de quoi le Canada achèterait 66 intercepteurs réactés américains de modèle Voodoo. Le ministre a-t-il quelque chose à dire à ce propos pour le compte de l'ARC?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas pris connaissance de cette nouvelle et je n'ai rien à dire.

(Plus tard)

L'hon. M. Chevrier: Maintenant que le ministre de la Défense nationale a pu consulter le communiqué de presse dont j'ai parlé dans la question que j'ai posée précédemment, consentirait-il à se prononcer sur l'échange projeté d'avions CL-44 contre des intercepteurs à réaction Voodoo?

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, l'honorable député sait parfaitement qu'il n'est pas d'usage à la Chambre de répondre aux conjectures des journaux.

L'hon. M. Chevrier: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Est-ce que les hauts fonctionnaires du ministère de la Production de Défense ont eu des pourparlers avec les autorités américaines au sujet d'un échange d'avions entre le Canada et les États-Unis? Il s'agirait d'avions de transport CL-44, fabriqués par le *Canadair*, qu'on échangerait contre des intercepteurs Voodoo?

L'hon. Raymond O'Hurley (ministre de la Production de défense): Pas récemment, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE

FRUITS ET LÉGUMES IMPORTÉS DE CUBA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hubert Badanai (Fort-William): Monsieur l'Orateur je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Elle découle d'une nouvelle parue dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, selon laquelle le secrétaire de l'Association des producteurs de fruits et de légumes de l'Ontario aurait dit que les expéditions en provenance de Cuba, qui commencent à envahir notre marché, constituent une menace d'une gravité extrême, et qu'aux yeux de l'Association, ces produits jouissent d'une subvention de l'État. Le ministre peut-il dire à la Chambre de quelle manière le gouvernement canadien subventionne notre commerce avec Cuba?

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, à cause du bruit, j'ai eu bien du mal à saisir la question de